

ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE PROCHAIN

Le choix des candidats aggrave la crise au FLN

Les redresseurs au sein du FLN n'en démordent décemment pas. Ils ne ratent aucune sortie, aucun geste ou autre initiative du tant décrié secrétaire général du parti pour lui tomber dessus et le vouer davantage aux gémonies.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et les prochaines élections locales qui avancent à grands pas alimentent, on ne peut plus substantiellement, le bras de fer engagé entre les deux parties. Et pour cause, la confection des listes électorales pour les APC et les APW semble constituer une autre pomme de discorde.

En effet, les membres du comité central du FLN, ne le reconnaissant plus comme patron du parti, allant jusqu'à rendre publics leurs noms, dénoncent Belkhadem, en l'accusant d'opérer une véritable OPA sur cette opération de choix, de tri et de classement des candidats du parti à ces futures élections locales, en passant outre le

comité central. Ce qui constitue, selon le coordinateur général de ces membres du comité central frondeurs, une violation flagrante des prérogatives de cette instance, et ce, conformément aux statuts, au règlement intérieur et autres textes et résolutions du parti.

Et à Ali Boumechdi de citer en exemple l'article 19 des statuts du parti, qui stipule clairement dans son deuxième alinéa que c'est à la direction centrale que revient le dernier mot dans le choix des candidatures pour les assemblées élues. Ce même article qui attribue à cette même instance, le comité central, la mission d'élaborer la stratégie et les programmes électoraux.



Photo : Samir Sid

Belkhadem n'est plus reconnu comme patron du parti.

Ce passage outre du comité central s'ajoute, selon Boumechdi, aux autres griefs reprochés à

Belkhadem, qui participent tous, selon lui, à la déstabilisation du parti à travers, dira-t-il, le gel ou

la marginalisation de nombre de mouhafadhas et de kasma à travers le pays, notamment en cette période d'avant-élections locales.

Ne s'arrêtant pas au constat, Boumechdi et ses camarades rebelles du comité central du FLN avertissent contre les retombées néfastes de cette démarche basée sur l'allégeance et les intermédiaires avec leurs inévitables corollaires, l'affaiblissement du parti et l'invasion de ce dernier par des opportunistes de tous poils qui n'ont cure des principes et des constantes du parti.

Plus que cela, ils comptent ne pas rester les bras croisés, en promettant une riposte par tous les moyens à l'effet, selon eux, de sauver le parti et de réhabiliter les militants et les élus dans leurs prérogatives à tous les échelons que leur confèrent les statuts, le règlement intérieur et autres textes du parti.

M. K

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

La Suède propose son expertise à l'Algérie

La Suède propose son expertise à l'Algérie pour la promotion de la norme ISO 26000 relative à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). C'est ce que le ministre suédois en charge du Commerce extérieur, Gustav Ahlsson, a indiqué, jeudi dernier, lors d'une rencontre sur la RSE.

Ainsi, la Suède est disposée à accompagner la certification des entreprises algériennes selon cette norme qui implique notamment l'amélioration de la gouvernance, le respect des droits de l'Homme et des relations et conditions de travail. En ce sens, et à l'instar du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte, l'Algérie est invitée par le royaume suédois à conclure un memorandum d'entente qui permettra d'identifier et de définir les modalités de cet accompagnement. Et d'autant, estime cet officiel suédois, qu'une plus grande implication des entreprises algériennes lui permettrait de «mieux identifier les exigences de leurs clients mais aussi minimiser les risques liés à leurs activités». Cette volonté de promouvoir les principes de la RSE est, ce faisant, partagée par la partie algérienne, selon le directeur de la compétitivité au ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements, Rachid Mekesen.

Six sociétés algériennes candidates

Selon M. Mekesen, le programme national de mise à niveau des PME comprend plusieurs volets ayant trait aux principes de la RSE, notamment l'environnement et les droits des travailleurs. Voire six sociétés algériennes ont déjà entamé le processus de certification relative à cette norme depuis 2011, sous le pilotage de l'Institut national de normalisation (lanor). Il s'agit du laboratoire public de contrôle des constructions Cetim de Boumerdès et du groupe privé d'agroalimentaire NCA (Nouvelles conserveries algériennes), retenus en 2011, ainsi que l'Entreprise nationale de canalisation (Enac, filiale de Sonatrach), Algérie Télécom, le groupe Antar Trade Condor et Cevital Béjaïa pour l'année en cours. L'lanor espère retenir trois à quatre autres sociétés par an jusqu'à 2014, selon la représentante de l'Algérie au sein de l'Organisation internationale ISO, M^{me} Ratiba Chibani. Rappelons que la norme ISO 26000 est une norme d'application volontaire. Elle a été instituée en novembre 2010 par l'Organisation ISO à l'issue de cinq ans de négociations au sein des membres de l'Organisation et a vu une importante mobilisation internationale. Il s'agit de la toute nouvelle norme fondamentale symbolisant une compréhension uniforme de la responsabilité sociétale au niveau mondial. Au total, sept questions centrales sont définies et pour lesquelles tout organisme postulant à la norme ISO 26000 devrait s'y conformer, à savoir la gouvernance de l'organisation de l'entité, le respect des droits de l'Homme, les relations et conditions de travail, le respect de l'environnement, le respect de la loi, la relation avec le consommateur et le développement local.

C. B.

FRONT DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

Plaidoyer contre l'ENTV

A l'ouverture, hier, des travaux de la session ordinaire du conseil national du parti, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Ahmed Benabdeslem, a fortement critiqué la télévision publique (ENTV), lui reprochant d'étouffer la voix de l'«opposition» par le recours abusif au mode «off».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - M. Benabdeslem, qui accuse la télévision de faire dans la «désinformation», se plaint surtout de l'«embargo» imposé à sa formation politique qui, selon ses dires, n'a plus vu ses activités couvertes depuis les élections législatives : «Aucune des chaînes de l'ENTV ni de

la Radio algérienne ne m'a invité sur un plateau depuis le 11 mai dernier. Or, si jamais on couvre nos activités, on les passe au journal télévisé en mode «off» dont on ne montre que les images, pendant moins de 30 secondes, et où le présentateur parle à notre place comme si nous étions muets. Pis encore, ils déforment nos propos.»

Par ailleurs, outre la lecture de l'ordre du jour de cette session du conseil national du parti, le président du FAN, parti islamiste né de la dissidence ayant ébranlé El Islah à la veille des élections législatives de mai 2012, s'est arrêté sur l'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye, Chris Stevens. Plutôt pour fustiger le régime algérien : «Le régime a interdit aux Algériens de manifester comme tous les musulmans devant l'ambassade des Etats-Unis pour dénoncer le film blasphématoire

contre notre prophète. C'est honteux !»

Bref, à l'ordre du jour de cette session, le point le plus important porte sur la prochaine échéance politique, à savoir les élections locales. Ainsi, et après un réquisitoire contre la fraude, il dira que «les élections de 1991 restent la seule joute qui n'a pas été entachée de fraude. Le pouvoir a montré qu'il ne veut pas de changement et l'a prouvé encore en mai 2012. Et ce n'est pas demain qu'il écoutera la voix du peuple et respectera le choix des citoyens». Il a laissé entendre que sa formation prendra part aux élections : «Dans la stratégie de notre parti et l'initiative politique dans laquelle nous nous sommes engagés avec beaucoup de partenaires, les élections sont un moyen incontournable». Réponse dimanche lors d'une conférence de presse.

L. H.

MINISTRE DE LA SANTÉ-HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Les premières discussions entamées

Le ministre de la Santé s'est engagé, lors de sa première prise de contact avec le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires, à régler les doléances en suspens de cette corporation.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le nouveau ministre de la Santé favorisera-t-il le dialogue social ? Ziari, qui a pris les rênes du département de la Santé depuis près d'une semaine, a déjà engagé une série de rencontres avec plusieurs organisations syndicales.

Mesures pour un réel apaisement dans le secteur ou simples discours prometteurs ? Si Ziari n'a encore fait aucune grande annonce, il a néanmoins montré sa disponibilité à dialoguer et à revoir les doléances soulevées par le partenaire social. Ainsi, lors de sa première prise de contact avec le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu), le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière n'a visiblement pas dissuadé.

Le Snechu qui a souligné, dans un communiqué qu'il a soulevé avec le ministre de la Santé, un certain nombre de problèmes et de difficultés que connaît le secteur de la santé en général et la communauté hospitalo-universitaire en particulier, a indiqué que Ziari s'est d'ores et déjà engagé à trouver des solutions urgentes pour mettre fin au problème récurrent des pénuries de médicaments et de consommables.

Le ministre de la Santé a également donné son engagement pour régler les dossiers des chefferies d'unité en suspens et trouver au plus vite une solution à la demande d'octroi d'indemnités d'amélioration des prestations de soins, conformément à ce qui avait été convenu. Le premier responsable de la Santé a assuré aussi de la continuité des

engagements de l'administration pour organiser dans les délais les concours de chefferie de service.

Pour rappel, le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires est revenu à la protestation au début de l'année, suite au non-aboutissement de ses revendications.

Le syndicat, qui a appelé à une grève cyclique le mois de janvier dernier pour attirer l'attention des pouvoirs publics, a gelé son mouvement suite à une réunion marathon avec les deux tutelles qui ont, une fois encore, donné leur accord pour satisfaire les revendications de la corporation. Il a été ainsi convenu d'octroyer une prime d'amélioration de prestations à hauteur de 20% avec effet rétroactif à partir de 2008, la régularisation de toutes les chefferies d'unité en attente, ainsi que l'amélioration des conditions de travail, la réfection des amphithéâtres et l'attribution de moyens pédagogiques aux CHU.

S. A.